

Hong Kong : place à la répression

mercredi 1er juillet 2020, par [Télégramme de Brest](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juillet 2020).

Sommaire

- [L'Occident impuissant](#)
- [Stratégie risquée](#)

Aussitôt promulguée, aussitôt appliquée. En vertu de sa nouvelle loi sur la sécurité nationale, la Chine arrête de nombreux dissidents, à Hong Kong. Et balaye d'un revers de la main les avertissements de l'Occident.

L'étau chinois se resserre sur Hong Kong. Et la répression s'est abattue sur les manifestants qui, après une pause, conséquence de l'épidémie du Covid-19, ont défilé pour marquer l'anniversaire de la rétrocession de la ville à la Chine. Une manifestation formellement interdite, à laquelle les autorités ont donc réagi avec une rudesse plus marquée.

Mercredi 1^{er} juillet, 180 personnes ont été arrêtées par la police. Mais ce qui a été plus particulièrement remarqué, c'est que sept d'entre elles l'ont été en application d'une loi sur « la sécurité nationale » qui vient d'être mise en vigueur.

Selon cette loi, toute expression un tant soit peu dissidente est assimilée à du terrorisme et passible « de la prison à vie ». De plus, elle permet à la justice Chinoise de se saisir directement des affaires concernées.

Ce n'est certes pas un hasard si ce renforcement de la répression sur Hong Kong intervient le jour anniversaire de la création du Parti Communiste Chinois (PCC). Et s'il se traduit aussi par un black-out sur les réseaux sociaux, ceux qui s'aviseraient d'interférer avec le flot de la propagande officielle prenant un grand risque.

L'Occident impuissant

Cette chape de plomb, décidée au plus haut niveau de l'appareil politique, traduit à la fois la force et la faiblesse des autorités de Pékin. Et, plus précisément, du président Xi Jinping, maintenant seul maître à bord. La force, dans la mesure où il montre là le peu de cas qu'il fait des réactions occidentales.

L'instabilité des États-Unis, en proie à une épidémie qui fait des ravages et un Donald Trump dont la réélection est de moins en moins assurée, peut l'y inciter. Même si Mike Pompeo, le secrétaire d'État a proclamé : « *Les États-Unis ne resteront pas les bras croisés pendant que la Chine engloutit Hong Kong dans sa gueule autoritaire* ».

Les réactions européennes ne l'impressionnent pas davantage. À commencer par celle de Joseph Borrel, le chef de la diplomatie de l'Union Européenne. Celui-ci en a appelé à « *la protection des droits et des libertés des habitants de Hong Kong* ».

Stratégie risquée

« *Cela marque la fin de Hong Kong tel que le monde la connaissait* », a indiqué, pour sa part, sur Twitter, Joshua Wong, l'une des figures des protestataires.

C'est bien là que l'on peut distinguer un signe de faiblesse. Car en agissant de la sorte, en étranglant le reste de singularité de Hong Kong, le Pouvoir chinois prend le risque de nuire au bénéfice que lui apporte l'attractivité économique et financière, de cette cité carrefour.

Au-delà, Xi Jinping, en montant d'un cran dans l'autoritarisme, tente de se mettre à l'abri du reproche qui pourrait lui être fait, avec la crise économique, de ne plus assurer le pacte de prospérité passé avec son peuple. Une forme de pari.

P.-S.

<https://www.letelegramme.fr/monde/hong-kong-place-a-la-repression-01-07-2020-12575507.php>